

Zeitschrift: Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 20 (1998)

Artikel: Mouvement des femmes et État providence - l'exemple suédois

Autor: Carlsson Wetterberg, Christina

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1078072>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mouvement des femmes et Etat providence – l'exemple suédois

Christina Carlsson Wetterberg

Zusammenfassung

Schweden wird heute oft als frauenfreundlicher Wohlfahrtsstaat mit grosszügigem Mutter- und Vaterschaftsurlaub, mit einem gut ausgebauten Kinderkrippen-System und einem hohen Frauenanteil in Wirtschaft und Politik charakterisiert. Dieser Artikel analysiert die Besonderheiten der schwedischen Frauenbewegung, deren Rolle in der Politik und deren Einfluss bei der Herausbildung des schwedischen Wohlfahrtsstaates. Das Bild der schwedischen Frauenbewegung als einer schwachen und ohne Einfluss handelnden Organisation ist sowohl in theoretischer als auch in praktischer Hinsicht in Frage zu stellen, wie entsprechende neue Studien aufzeigen. Der Aufsatz schliesst mit der Betonung der Notwendigkeit vermehrter vergleichender Forschungen, um Fragen über den weiblichen Handlungsspielraum in einem von Männern beherrschten politischen System beantworten zu können.

On a souvent tendance à présenter la Suède comme le modèle d'une société favorable aux femmes. On se réfère à l'évolution de ces dernières décennies, où intervinrent une assurance parentale généreuse, un système de garderies bien développé, un important pourcentage de femmes salariées ainsi que, récemment, une représentation politique féminine plus élevée.

Où gisent les racines historiques de cette évolution? La Suède fut-elle simplement précoce dans ce domaine? Tout dépend de la perspective choisie. Sur le plan européen, la Suède a certes introduit le droit de vote pour les femmes relativement tôt (1921), mais n'avait par contre rien réalisé de notable sur le plan des réformes sociales. Ce n'est que dans les années 30 que le modèle suédois de l'Etat providence a pris forme. Le thème principal de cet article est de discuter le rôle joué par le mouvement des femmes dans cette évolution.

Le modèle suédois

En Suède, la réforme socio-politique des années 30 prit la forme d'un programme de bien-être large et universel, contrastant avec les variantes américaines et anglosaxonnes, qui présentent des réformes limitées et concentrées sur les moins bien lotis, menées de front avec un système d'assurances so-

ciales développées réservées aux riches, et contrastant aussi avec le système en Europe basé sur une série d'assurances sociales liées à la classe sociale et à la position socio-économique.¹

Au début des années 30 apparut en Suède une première assurance-maternité, assez limitée. A la fin de cette décennie, après un long débat sur le droit au travail des femmes mariées, une loi interdit de congédier les femmes pour cause de mariage ou de maternité. Ceci contraste avec l'évolution que l'on décèle dans d'autres pays, dont la Suisse, où la tendance était à l'adoption de règles limitant fortement le droit au travail des femmes mariées. Juste après la Seconde Guerre mondiale, durant cette époque appelée «période de la récolte», le gouvernement social-démocrate a réalisé un vaste programme de réformes sociales, dont par exemple les repas gratuits à l'école et les allocations familiales.

Ainsi sont posées les bases du modèle social suédois. Mais ce n'est pas avant 1960 qu'apparurent les bouleversements qui toucheront les femmes. Au début des années 70 le gouvernement alors social-démocrate, adopta une nouvelle allocation parentale, basée sur les revenus et qui de plus permettait au père de prendre congé pour s'occuper de ses enfants. Parallèlement à cette réforme, on commença à élaborer le système de garderies publiques à grande échelle. Actuellement, le congé parental payé est de 12 mois et le système permet de plus un congé non payé d'encore 6 mois. Cette réforme liée à l'établissement d'un réseau de garderies publiques a permis aux femmes de résoudre au moins en partie le vieux problème de la combinaison travail/maternité.²

On a prétendu que le modèle suédois était imprégné d'universalisme. C'est une vérité qu'il faut nuancer. Les différents types de systèmes de protection sociale sont rarement purs. Au début du siècle, le modèle allemand d'assurances influençait aussi la Suède. Il peut s'agir de l'assurance-retraite introduite en 1913, qui était en partie liée au revenu, et qui comportait certaines dispositions concernant les femmes. Mais les ambitions universalistes se retrouvent sans cesse, surtout durant les années 30 et 40. La réforme des pensions réalisée à la fin des années 40 élimine les règles préalables qui discriminaient les sexes, dont par exemple, la base salariale. La prime de maternité des années 30 était aussi généralisée, bien que ne suffisant pas aux

1 Esping-Andersen Gösta, «Jämlikhet, effektivitet och makt. Socialdemokratisk välfärdspolitik», *Socialdemokratins samhälle. SAP och Sverige under 100 år* (éd. Klaus Misgeld, Karl Molin, Klas Åmark), Stockholm 1989.

2 Pour les réformes, voir par ex. Abukhanfusa Kerstin, *Piskan och moroten. Om könens tilldelning av skyldigheter och rättigheter*, Stockholm 1979; Kyle Gunhild, *Gästarbeterska i manssamhället: studier om industriarbetande kvinnors villkor i Sverige*, Stockholm 1979; Ohlander Ann-Sofie, «Det osynliga barnet? Kampen om den socialdemokratiska familjepolitiken», *Socialdemokratins samhälle ...*, 1989.

femmes salariées. Ceci actualise la question de l'orientation prise par les réformes en relation avec la réalité vécue des femmes. Jusqu'en 1950, ce sont surtout les femmes salariées et surtout les mères seules qui se trouvaient dans des situations difficiles. Ensuite, on s'écarta peu à peu de l'universalisme pour se concentrer sur le travail salarié comme critère de base pour la plupart des avantages sociaux, autant pour le système de pension de 1957 que pour celui de l'assurance parentale de 1974.³ Ceci occasionna durant les années 1980 un débat sur le droit des femmes qui choisissent de ne pas travailler à aussi recevoir une juste compensation.

L'Etat et le mouvement des femmes

On considère que l'existence d'une classe ouvrière puissante et bien organisée, capable de fonder des alliances politiques efficaces, avec les paysans durant les années 30 et plus tard dans les années 50, avec la classe plus large des fonctionnaires est un des piliers du modèle suédois. La tradition d'un certain consensus politique doublé d'un appareil d'Etat précoce, efficace et centralisé sont encore d'autres facteurs d'importance.⁴

Les conditions macroéconomiques du marché, ainsi que les relations entre classes ont été au centre du débat. On s'est peu penché sur ce que le système de réformes a signifié pour les femmes, et on s'est encore moins interrogé sur le rôle joué par les femmes dans l'émergence de l'Etat providence. La question du rapport entre les femmes et l'Etat providence est débattue depuis longtemps au niveau international.⁵ Elle commence aujourd'hui, à faire l'objet du recherches en Suède.⁶

A mesure que les connaissances en ce domaine s'améliorent, on voit se multiplier les possibilités d'analyses comparatives. Une question, en particulier, a donné lieu à des débats intéressants. Il s'agit de la question du rôle de l'Etat et du caractère politique des différents pays et de leur impact sur les possibilités qu'a le mouvement des femmes d'influencer les décisions. Seth Koven et Sonya Michel, par exemple, ont proposé l'hypothèse qu'il pourrait exister un lien inverse entre la force du mouvement des femmes et celle de

3 Abukhanfusa, op. cit. 1979, p. 71; Carlsson Wetterberg Christina, «Likhet och särart. Den tidiga arbetarrörelsens kvinnopolitik», *Arbetshistoria* n° 51, 1989, pp. 50 sq.; Kolbe Wiebke, «Mödrarna och välfärdsstaten. Svensk och västtysk moderskapspolitik under 1950-talet: en jämförelse», *Historisk tidskrift* 1992:4.

4 Esping-Andersen, op. cit. 1989, pp. 247 sq.

5 Entre autres travaux plus récents, voir par ex. Koven Seth & Michel Sonya (éds), *Mothers of a New World: Maternalist Politics and the Origin of Welfare States*, London 1993; Bock Gisela & Thane Pat (éds), *Maternity and Gender Policies: Women and the Rise of European Welfare States, 1880s-1950s*, London 1994; Wikander Ulla, Kessler-Harris Alice et Lewis Jane (éds), *Protecting Women. Labor Legislation in Europe, The United States and Australia 1880-1920*, Urbana et Chicago 1995.

6 Voir par ex. *Kvinnovetenskaplig tidskrift* 1990:2, un numéro spécial, consacré à l'Etat providence.

l'Etat. Dans les Etats dits «faibles», à savoir ceux qui présentent une bureaucratie peu développée et une intervention étatique limitée (on compte ici par exemple les Etats-Unis et la Grande Bretagne), le mouvement des femmes était puissant et les femmes se sont taillées une place de premier ordre au travers d'organisations privées de bienfaisance, alors que les organisations féminines dans les Etats «forts» (comme par exemple la France et l'Allemagne), avaient moins de possibilités d'action politique. Paradoxalement, remarquent les auteurs, ce sont les pays où les possibilités d'action féminine ont été les plus limitées que l'on retrouve les réformes les plus généreuses en leur faveur et en faveur des enfants.⁷ S'il est évident que le caractère de l'Etat et de la politique culturelle sont significatifs pour les possibilités qu'ont les femmes de mener des actions, il faut néanmoins attendre d'autres études avant de pouvoir déterminer si les analyses faites en termes d'Etat faible ou fort sont les plus fructueuses. Pat Thane par exemple, a remis en question la détermination d'Etat «faible» appliquée à la Grande Bretagne. Elle a de plus soutenu que la question des caractères différents des pays à Etat dits «faibles» reste à élucider.⁸ La même question est applicable aux Etats dits «forts», parmi lesquels on peut inclure la Suède.

Dans les milieux de la recherche américaine, on trouve une tendance à concevoir toute action provenant de l'Etat central comme par définition opprimante.⁹ On a aussi débattu cette question dans la recherche scandinave. De manière très simple, on pourrait distinguer une interprétation pessimiste et une interprétation plus optimiste de l'évolution. Ces interprétations sont liées à la manière dont on considère les possibilités des femmes à influencer et éventuellement à dépasser les cadres du système. Ce débat est mené tant parmi les historiens que les sociologues et les spécialistes de questions politiques. Nous décrirons plus longuement le débat qui se déroule dans le milieu des historiens.

Une autre question a provoqué un débat vif et de longue haleine. Comment analyser l'idéologie et les moyens d'action des mouvement de femmes et dans quelle mesure la vision de *natures* féminines et masculines doit-elle diriger l'analyse? La recherche antérieure sur le mouvement des femmes s'est appuyée sur ce point de départ. La dimension égalité/différence est devenue centrale, et le concept de féminisme a été réservé pour les pans du mouvement des femmes qui se sont concentrés sur l'argument de l'égalité. Plus récemment, de nombreuses critiques se sont élevées contre ce modèle

7 Koven Seth et Michel Sonya, «Introduction: 'Mother Words'», *Mothers of a New World ...*, 1993, pp. 15 sq.

8 Thane Pat, «Women in the British Labour Party and the Construction of the Welfare State 1906-1939», *Mothers of a New World ...*, 1993, p. 372.

9 Ceci concerne, comme le souligne Rita Nätkin, plusieurs contributions de l'anthologie susmentionnée, voir *NORA. Nordic Journal of Women's Studies*, n° 1, 1996, pp. 73 sq.

d'analyse, autant pour des raisons empiriques que de principe. Par exemple, Karen Offen prétend, à partir de sa recherche sur le féminisme français, qu'il est impossible d'effectuer de telles distinctions au sein du mouvement des femmes.¹⁰ Joan Scott tire la même conclusion dans son analyse du cas de discrimination appelé «The Sears Case». Elle soutient que le concept égalité/différence est la catégorie dominante à laquelle les protagonistes sont obligés de se soumettre.¹¹

Dans les récentes analyses du développement de l'Etat providence, on retrouve un débat analogue. Gisela Bock et Pat Thane s'opposent dans leur anthologie «Maternity and Gender Policies» à cette vision anachronique qui fausse une grande partie de la recherche, qui a considéré la maternité comme traditionnelle, conservatrice, etc. ... alors que des exigences de planning familial, d'avortement, de travail salarié, sont considérés comme les «réels» chemins de la libération. Elles prétendent au contraire que le souci de la maternité doit aussi se concevoir comme une partie de la stratégie d'émancipation, et elles continuent en disant que sur ce point, il existe une continuité bien claire entre la première et la seconde vague du mouvement des femmes, à savoir la recherche de «... the difficult conceptual, cultural, political and social balance between the 'right to be equal' and the 'right to be different' as an important feature of gender relations.»¹² Il existe aussi dans la recherche actuelle une forte tendance (qui est en partie le résultat de la critique post-structuraliste), qui insiste sur l'importance des agissements des femmes qui, comme toutes actions, doit se concevoir et se juger dans son contexte historique. De plus, le discours sur les relations entre les sexes doit rester dans la ligne des discours de classe, d'ethnicité, de race, de religion etc. ...¹³

Une manière alternative d'approcher le féminisme, qui reste toutefois dans la ligne de ces considérations et qui sous-tend cet article, est de s'attacher à l'opposition des femmes à toute forme de subordination, où la définition de la féminité se conçoit comme une question ouverte et modulée selon

10 Offen Karen, «Defining feminism: A Comparative Historical Approach», *Signs* 15, 1989, n° 1. Le couple de concepts différence/égalité est aussi d'usage dans la recherche suédoise. Voir par ex. Hirdmann Yvonne, «Särart – likhet: Kvinnorörelsens scylla och karybdis», *Kvinder, mentalitet og arbejde*, Århus 1986, et Wikander Ulla, «Personal. Historical Notes on Gender Distinctions; Inter Alia About Equality and Difference», *Hundred Flowers Bloom. Essays in Honour of Bo Gustafsson* (éd. K. Ullenhag), Uppsala 1991. Pour une critique voir Carlsson Wetterberg Christina, op. cit. 1989.

11 Scott Joan Wallach, «The Sears Case», *Gender and the Politics of History*, New York 1988, ainsi que «Les femmes qui n'ont que des paradoxes à offrir. Féministes françaises 1789–1945», *La politique des droits. Citoyenneté et construction des genres aux 19^e et 20^e siècles*, Paris 1994.

12 Bock Gisela et Thane Pat, «Editors Introduction», *Maternity and Gender Policies ...*, 1994, p. 15.

13 Voir par ex. Kessler-Harris Alice, Lewis Jane et Wikander Ulla, «Introduction», *Protecting Women ...* 1995, p. 10.

le contexte donné. C'est cette définition du féminisme que nous retenons, une donnée culturelle et historique.¹⁴

Le mouvement des femmes suédois – un portrait

Le mouvement des femmes moderne, avec sa division caractéristique entre une branche bourgeoise et une branche socialiste a vu le jour, en Suède, en 1880. Ensuite, au fur et à mesure que les partis se sont développés, les femmes se sont de plus en plus organisées au sein des partis dans des associations de femmes. Au début des années 20, tous les plus grands partis comportaient de telles associations. En outre, il existait toujours un vaste champ d'organisations touchant diverses questions – le droit de vote, la moralité, la sobriété, la paix, les travaux ménagers, etc. et jusqu'en 1930, une organisation syndicale spéciale assez importante. Ce n'est en fait qu'assez récemment que les historiens suédois du mouvement des femmes ont commencé à découvrir l'importance des organisations féminines qui ont surgi hors et aux côtés de la vie strictement politique.¹⁵ La multitude des organisations féminines et l'importance de l'activité politique des femmes commence à voir le jour, contrastant avec l'image que la recherche en avait jusqu'à présent donnée, une image d'associations gentiment soumises au parti, une faible organisation syndicale et en général, une faible activité. Par contre, on voit apparaître maintenant l'image de femmes actives dans les domaines les plus variés, s'attachant à des questions diverses.

14 Ingrid Åberg défend ce genre d'approche plus historisante dans son article «Revivalism, Philanthropy and Emancipation. Women's Liberation and Organization in the Early Nineteenth Century», *Scandinavian Journal of History*, 14, 1990, n° 4, où elle propose un raisonnement intéressant sur les stratégies des femmes à partir du couple de concepts adaptation/opposition. A ce propos, voir aussi Esseveld Joke, «Mot en kritisk feminism» dans *Feminism and Marxism. En förälskelse med förhinder* (éds H. Ganetz, E. Gunnarsson, A. Göransson), Stockholm 1986. Pour une définition du concept «féminisme» dans la ligne de ce que nous venons de citer, voir Gordon Linda, «On Difference», *Genders* n° 10, 1991, p. 105.

15 En ce qui concerne la politique des partis et le mouvement des femmes, voir par ex. Carlsson (Wetterberg) Christina, *Kvinnosyn och kvinnopolitik. En studie av svensk socialdemokrati ca 1880–1910*, Lund 1986; Karlsson Gunnel, *Från broderskap till systerskap. Det socialdemokratiska kvinnoförbundets kamp för inflytande och makt i SAP*, Lund 1996; Nicklasson Stina, *Högersns kvinnor. Problem och resurs för allmänna valmansförbundet perioden 1900–1936/37*, Uppsala 1992; Drangel Louise, «Folkpartiet och jämställdhetsfrågan», *Liberal ideologi och politik 1934–1984*, Stockholm/Falköping 1984. Dahlgren Anita, Engström Olle, Larsson Hans-Albin, *Kvinnor påverkar. Centerns kvinnoförbundet ur tre vetenskapliga perspektiv*, Stockholm 1985; Bergqvist Christina, *Mäns makt och Kvinnors intressen*, Uppsala 1994. Pour un débat plus large sur le mouvement féministe, voir par ex. Bertil Björkenlid, *Kvinnokrav i manssamhälle. Röstrettskvinnorna och deras metoder som opinionsbildare och påtryckargrupp i Sverige 1902–1921*, Uppsala 1982; Lövgren Brita, *Hemarbete som politik. Diskussioner om hemarbete, Sverige 1930–40-talen, och tillkomsten av Hemmens forskningsinstitut*, Stockholm 1993. Eskilsson Lena, *Drömmen om kamratsamhället, Kvinnliga Medborgarskolan på Fogelstad 1925–35*, Stockholm 1991; Lindholm Margareta, *Talet om det kvinnliga. Studier i feministiskt tänkande i Sverige under 1930-talet*, Göteborg 1990; Östberg Kjell, *Efter Röstretten. Kvinnors utrymme efter det demokratiska genombrottet*, Stockholm 1997.

Lorsque les femmes suédoises ont formellement eu accès à la vie politique en 1921, les partis politiques modernes avaient déjà pris forme. Il existait un parti pour les travailleurs, un pour les paysans, un pour les nantis etc. C'est la position sur le marché du travail, dans la vie économique et publique qui était décisive. Les femmes devaient aussi prendre place dans ce système – depuis qu'elles avaient le droit de vote, il s'agissait de s'allier leur soutien. Et les femmes se sont elles aussi adaptées, par nécessité, puisque le système des partis existait déjà, mais évidemment aussi d'après le groupe social auquel elles appartenaient. Pourtant, les femmes qui avaient mis sur pied des associations avant la réforme continuèrent de le faire par la suite. Aux débuts, les femmes avaient placé de grands espoirs dans cette réforme du droit de vote, mais elles furent déçues. L'opposition masculine à donner aux femmes un espace réel dans la vie politique était puissante.¹⁶ Si, de plus, elles mettaient en question la politique menée, l'opposition en devenait encore plus dure. Encore au début des années 70, quelques cinquante ans après l'obtention du droit de vote, les femmes n'avaient que 15% des places au Parlement.¹⁷ Par contre, celles qui étaient dans le système réalisaient d'autant plus, grâce aux soutiens importants qu'elles avaient dans leurs réseaux très répandus de femmes, hors des assemblées parlementaires.

Le mouvement des femmes suédois est singulier dans la mesure où les mouvements de femmes sociaux-démocrates ont joué un rôle important. Le parti social-démocrate à son tour eut une position dominante dans la vie politique, dès les années 30, jusqu'à nos jours. Même si les sociaux-démocrates ne se sont pas profilés comme des instigateurs de l'émancipation des femmes, la proximité du quotidien de la classe ouvrière et les rappels constants que firent les femmes de leur problème spécifique dans la période moderne qui est de lier travail et maternité a eu des incidences particulières sur la politique. Ce fut le cas durant les années 30, ce à quoi nous reviendrons plus loin.

On pourrait considérer l'organisation des femmes dans de nombreuses associations comme une critique indirecte du monopole masculin, mais il serait faux de croire que toutes ces associations ont ouvertement remis en cause l'ordre en place.

Comme ailleurs, au début du siècle, le mouvement des femmes en Suède a posé les principes du débat. Dans celui-ci les idées qui soutenaient les caractères de différence des femmes se sont opposées aux idées d'égalité entre les sexes provenant de la révolution française. En 1897, Ellen Key, dans son exposé intitulé «Mauvais usage de la force des femmes» attaqua de front la

16 Pour une analyse plus complète des formes de l'opposition voir Karlsson, op. cit. 1996; Östberg op. cit. 1997.

17 Les données proviennent de «*Rätt att rösta 1919–1994: så fick kvinnorna politiskt inflytande*. Stockholm 1994.

tendance du mouvement des femmes à rechercher l'égalité. On avait été trop loin, et la société risquait de perdre ce qui avait été jusque-là l'apport le plus important de l'évolution: la maternité sociale. Les femmes devenaient comme des hommes.¹⁸ Ce genre de propos fut naturellement reçu avec gratitude de la part des opposants à l'émancipation des femmes, accusant souvent les femmes qui s'engageaient dans ces questions de n'être pas féminines et de ne s'intéresser ni au mariage, ni aux enfants. L'accusation de ne pas être une vraie femme avait naturellement un effet puissant, et illustre les problèmes que les femmes rencontraient lorsqu'elles cherchaient à formuler une identité féminine alternative et positive.

Une telle identité ne put pas être atteinte. Lorsqu'on se penche sur ce que les différentes parties du mouvement des femmes voulaient, on constate une grande incertitude. On acceptait en général la vision qui prévalait sur les femmes mariées, et on laissait de côté l'opposition existant de facto entre l'exigence de salaires masculins permettant de subvenir aux besoins de la famille, d'une part, et l'exigence d'égalité sur le marché de l'emploi, avec des salaires égaux pour les hommes et pour les femmes, d'autre part. Les organisations féminines à composition hétérogène faites de femmes au foyer et de femmes salariées eurent à endurer ces contradictions. Tentant de concilier deux objectifs inconciliables, elles se trouvaient dans une position délicate au cours du débat.¹⁹

Le problème était que, remettant en question l'image prédominante de la femme, y compris la famille et l'idéologie du soutien masculin de la famille, il fallait la remplacer par autre chose. Comment prendre soin des enfants si les femmes mariées se mettaient à travailler? Les conditions sociales de l'époque n'apportaient aucun élément de réponse. Les mieux nantis avaient naturellement des solutions économiques, mais pour la grande majorité des classes défavorisées, la situation était différente. Il n'est pas étonnant que l'idéal de la femme au foyer devint attirant. En même temps, cet idéal et son prolongement, à savoir un salaire masculin pour nourrir la famille, créait d'énormes problèmes pour les mères célibataires pauvres de la classe ouvrière qui n'avaient personne sur qui s'appuyer.

L'importance des organisations de femmes au travail pour l'entière du mouvement féminin est devenue de plus en plus claire aux yeux de la recherche. Au début du siècle, il était assez habituel que les travailleuses s'associent dans des clubs qui leur étaient propres. Durant cette période,

18 Key Ellen, «*Missbrukad kvinnokraft*» och «*Naturenliga arbetsområden för kvinnan*» Tvenne föredrag, Stockholm 1896, p. 14.

19 Pour un développement de ce raisonnement, voir Carlsson Wetterberg Christina, «Kvinnors politiska strategier i ett historiskt perspektiv», *Jämställdhetsforskning. Sökljus på Sverige som jämställdhets förlovade land* (éds Liselott Jakobsson et Jan Ch. Karlsson), Karlstad 1993.

on trouve en outre deux syndicats de femmes couvrant tout le pays. A cette époque, le travail politique et le travail syndical étaient fortement liés, ce qui implique que les femmes salariées, par leurs organisations, pouvaient s'exprimer tant dans le mouvement féminin social-démocrate que dans les partis et les mouvements syndicaux.²⁰ La recherche sur le mouvement de femmes de Stockholm a pu démontrer que la coopération entre des organisations syndicales des femmes créées en 1911 a continué son activité pendant l'entre-deux guerres et fut fortement engagées dans le débat politique des années 1930. En général, ces associations spécifiques de femmes ont diminué avec le temps, ce qui se comprend autant par les efforts de centralisation du mouvement que par la puissante opposition masculine qui s'est toujours élevée contre le fait que les femmes créent leurs propres organisations²¹.

Dans les milieux de fonctionnaires, les conditions au début du siècle étaient un peu différentes. L'organisation syndicale y était beaucoup plus lâche, ce qui offrait de plus grandes possibilités pour des associations sans femmes. Des recherches plus récentes ont commencé à faire état de la multitude d'associations de femmes fonctionnaires qui a vu le jour durant les deux premières décennies du siècle.²² Jusqu'à présent, la recherche les a ignorées, entre autres parce qu'elles n'étaient pas purement syndicales. Mais il est possible que justement l'intérêt des associations de femmes qui travaillent est qu'elles ne conçoivent pas leur travail comme un phénomène isolé, et que leur but a été plus large. Ces associations avaient d'étroits contacts avec le reste des mouvements féminins et devinrent dans les années 30, une base importante pour les actions des femmes.

Dans des comités et des réseaux – l'activisme féminin des années 30

Les années 30 sont une période très riche de l'histoire du mouvement des femmes. Comme conséquence de la crise économique et de ce qu'on appelle la «crise dans la question de la population», à savoir une natalité trop basse, la question de la position de la femme dans la famille et dans la vie professionnelle revint au centre du débat.²³

20 Carlsson (Wetterberg), op. cit. 1986, pp. 137, 162 sq., 217, 261 sq.

21 Östberg, op. cit. 1997, pp. 119 sq.

22 Voir par ex. Tom Eriksson, «Kvinnor i facklig kamp. En studie av Föreningen kvinnor i statens tjänst 1904–1912», *Scandia. Tidskrift för historisk forskning* 1981:1; Waldemarsson Ylva, «Kön, klass och statens finanser – en historia om statlig arbetsgivarship och statsanställda kvinnor 1870–1925», *Statens tjänst. Statlig arbetsgivarpolitik och fackliga strategier 1870–1930* (Lasse Kvarnström m.fl.) Lund 1996; Nilsson Bengt, *Kvinnor i statens tjänst – från biträden till tjänstemän*, Uppsala, 1996; Eriksson Tom, «Kvinnor i facklig kamp. En studie av Föreningen kvinnor i statens tjänst 1904–1912», *Scandia. Tidskrift för historisk forskning* 1981, n° 1; Östberg, op. cit. 1997, pp. 128 sq.

23 Hatje Ann-Katrin, *Befolkningsfrågan och välfärden. Debatten om familjepolitik och nativitetssökning under 1930- och 1940-talen*, Stockholm 1974. Kyle Gunhild, «Kvinnan under 1900-talet – konflikten mellan produktion och reproduktion», *Historisk tidskrift* 1980:3, Källemark (Ohlan-

«Ce qui est personnel est politique.» Ce slogan du nouveau mouvement des femmes pourrait aussi caractériser de grandes parties du travail réalisé par le mouvement des femmes plus ancien – spécialement durant les années 30. Les questions abordées en venaient souvent à toucher la famille, le mariage, la sexualité comme autant de questions politiques. Cela signifie qu'on rendait publics des domaines de la vie que l'on considérait comme n'ayant rien à voir avec la politique.

Quelques femmes social-démocrates tentèrent dès le début du siècle d'amener la question des femmes au niveau de la question de classe. Dans une motion au congrès du parti, elles ont voulu condamner celui qui abandonne une femme enceinte au même titre qu'un briseur de grève. La motion causa certes trouble et gêne mais ne déboucha sur aucune déclaration. Dans une autre motion, on fit état du souhait que le parti s'occupe d'une certaine vulgarité qui régnait apparemment sur les lieux de travail. Le parti n'en voulut rien savoir, et considéra ceci comme une accusation injuste.²⁴

La prime de maternité et le soutien économique aux mères célibataires étaient aussi des questions importantes pour le jeune mouvement des femmes, mais il était difficile de trouver de l'intérêt dans la vie politique pour ces questions. Ce n'est que durant les années 30, avec la crise de la natalité, que la politique familiale devint un concept établi. A cette période, les femmes social-démocrates firent encore une tentative pour politiser le privé, comme le montre Yvonne Hirdman, en exigeant du pouvoir en tant que mères de famille. Le point de départ était que le travail ménager des femmes a une importance centrale dans l'économie et avec le slogan «Le meilleur des usines, pour les besoins du foyer», elles exigeaient leur part de pouvoir. L'initiative causa une série de protestations vives de la part des hommes, elle ne fut pas prise au sérieux et on ne la discuta pas. Même au sein de l'association des femmes, les avis étaient partagés quant à l'intelligence de cet effort, et l'initiative ne déboucha sur rien.²⁵

Le mouvement de femmes social-démocrate des années 30 fut différent de celui du début du siècle. Ce dernier était supporté en grande partie par des femmes salariées qui étaient syndiquées, et pour lesquelles la question de la position de la femme sur le marché du travail avait un rôle central. Ceci changea dès les années 20 lorsque le mouvement reçut le soutien des tra-

der) Ann-Sofie, *More Children of Better Quality? Aspects on Swedish Population Policy in the 1930s*, Uppsala 1980.

24 Carlsson, op. cit. 1986, p. 269. Voir aussi Hirdman Yvonne, «Den socialistiska hemmafrun» dans Brita Åkerman etc., *Vi kan, vi behövs! Kvinnorna går samman i egna föreningar*, Stockholm 1983, pp. 24 sq.

25 Hirdman, op. cit. 1983, pp. 45 sq.; Karlsson, op. cit. 1996, pp. 110 sq.

veilleuses, ce qui fut à l'origine d'autres priorités.²⁶ Mais ce qui est intéressant dans cette action des femmes social-démocrates des années 30, est qu'elle montre que les femmes ont rencontré des résistances même lorsqu'elles s'en sont tenues aux sphères domestiques qui leur sont imposées. Leur indépendance d'action était provocante pour les milieux politiques établis, de même qu'elles exigeaient leur part du pouvoir. En dépit du fait qu'elles choisirent d'agir en tant que mères de famille leur ingérence en politique était mal tolérée. Le message était que les femmes ne devaient pas prendre la parole ni se mêler aux grandes questions.

«Les femmes sont renvoyées dans la famille ...» «Les femmes sont renvoyées à une certaine sphère féminine dans la politique.» Voilà le genre de formules que l'on rencontre dans les livres d'histoire moderne à propos des femmes. On présente les femmes comme les victimes des priorités et des exclusions des hommes. Alors que de telles formules en disent évidemment long sur les limites et les obstacles rencontrés par les femmes, elles cachent le fait qu'un des buts fondamentaux du mouvement féminin fut de rendre la vie féminine apparente et de la politiser dans toute son extension, y compris le travail ménager. Le fait que les femmes ont dû, parfois, battre en retraite et contrer l'opposition masculine est une autre histoire.

Les femmes et l'Etat providence – diverses interprétations

La recherche a beaucoup insisté sur les oppositions que les femmes ont rencontré durant les années 30, lorsqu'on s'éleva pour interdire aux femmes mariées de travailler et pour ramener un certain ordre traditionnel – la femme au foyer et l'homme dans la vie publique. L'historienne Yvonne Hirdman a réalisé il y a quelques années un premier essai de synthèse sur l'Etat providence suédois en termes de genre/gender. Elle considère les années 30 comme un tournant décisif, comme le départ de ce qu'elle appelle «la période du contrat de la mère de famille», les femmes retournant lentement au foyer et celles actives en politique se cantonnant à des domaines spécifiques. L'accent de l'analyse est mis sur la reproduction perpétuelle de la soumission de la femme – soit l'organisation hiérarchique du système de genre.²⁷

Ce tableau assez pessimiste a été critiqué dans des recherches plus récentes.²⁸ On l'a accusé d'être trop statique et de masquer les possibilités qu'ont

26 Carlsson (Wetterberg), op. cit. 1986, p. 197 sq. Levin Hjärdin, «Proletärkvinnor, Ohoj! Stockholms Allmänna kvinnoklubb 1892–1930», *Arbetshistoria. Meddelanden från Arbetsrörelsens Arkiv och Bibliotek* nr 44–45, 1987/88.

27 Hirdman Yvonne, «Genussystemet», *Demokrati och makt i Sverige. Maktutredningens huvudrapport*, SOU 1990:44.

28 Voir par exemple Carlsson Wetterberg Christina, «Från patriarkat till genusystem – och vad kommer sedan?», *Kvinnovetenskaplig tidskrift* 1992, n° 4; Hageman Gro, «Postmodernismen använd-

les femmes d'agir pour une modification du système, aussi bien dans ses grandes lignes que dans ses détails. On prend ici en considération d'autres aspects de l'évolution et on insiste sur les moyens qu'ont les femmes d'influencer les directions politiques, entre autres lorsqu'on leur offrit des places dans les nombreux comités constitués pour résoudre les questions sur le travail des femmes ainsi que celles touchant à la politique de la population et de la famille. Ann-Sofie Ohlander, par exemple, a souligné que ce sont vraisemblablement les pressions exercées par les femmes qui sont à la base de la décision de payer la prime de maternité directement à la mère et non au père, ce qui était habituel dans le reste de l'Europe.²⁹ On a aussi montré que les femmes n'acceptaient pas d'être renvoyées à leur foyer, et on remarque un grand déploiement parmi les femmes politiquement actives pour la défense des droits des femmes au travail ainsi qu'un engagement pour des questions générales, par exemple dans la question de la paix.

Comme Renée Frangeur et Barbara Hobson l'ont montré, les femmes ont joué un rôle important dans l'introduction de la loi qui interdit de congédier une femme qui se marie ou qui est enceinte. Renée Frangeur appelle cette loi «la première voix féminine de l'Etat providence» et dit qu'on peut déceler une stratégie féministe orientée sur l'Etat parmi les femmes engagées dans les différents comités.³⁰ Barbara Hobson compare l'attitude face à la question du droit des femmes mariées à un travail salarié en Suède et aux Etats-Unis. Elle explique qu'on a réussi en Suède à détourner une législation contre le travail des femmes mariées, à la différence de ce qui s'est passé aux Etats-Unis, par le fait que les femmes suédoises faisaient front commun contre cette loi, au contraire des femmes américaines.³¹ Ces recherches remettent en question tant la thèse des Etats «forts» qui réprimeraient les possibilités des femmes à se faire entendre, que celle d'un mouvement des femmes plus souple en Suède qu'ailleurs.

La recherche se penche depuis peu sur la collaboration qui a tendance à se généraliser entre les femmes de diverses organisations durant cette décennie. Des réseaux très larges ont offert un vrai soutien aux femmes qui ont tenté d'exercer de l'influence par des comités, des partis politiques et des assemblées parlementaires. Ils servaient aussi de base aux actions extra-

bar men opålitlig bundsförvant», *Kvinnovetenskaplig tidskrift* 1994, n° 3; Somestad Lena, «Mejerskor, industrialisering och välfärd – argument för en komparativ genusforskning», *Fra kvinnehistorie till könshistorie. Rapport III. Det 22. nordiska historikermøte, Oslo 1994.*

29 Ohlander Ann-Sofie, op. cit. 1989, p. 181. Ohlander Ann-Sofie & Strömberg Ulla-Britt, *Tusen svenska kvinnoår. Svensk kvinnohistoria från vikingatid till nutid*, Stockholm 1996, p. 172.

30 Frangeur Renée, «Utanför systemet? Om genusystemteorins förklaringsvärde för (stats)feminismen på 1930-talet», *Historisk tidskrift* 1995, n° 2.

31 Hobson Barbara, «Feminist Strategies and Gendered Discourses in Welfare States: Married Women's Right to Work in the United States and Sweden», *Mothers of a New World ...*, 1993.

parlementaires.³² Les organisations de femmes salariées semblent y avoir joué un rôle clé.³³ Un autre groupe important sont les femmes qui avaient des liens avec le groupe dit de Fogelstad et le périodique *Tidevarvet*, dont un des thèmes principaux était la paix.³⁴ Plusieurs actions féminines d'envergure ont été entreprises durant les années 30, notamment sur les thèmes de la paix et de la représentation féminine.³⁵

Des femmes provenant de divers milieux politiques ont aussi travaillé en commun, entre autres dans le mouvement pour le droit de vote. La coopération n'était cependant pas sans frictions, surtout là où les oppositions politiques étaient fortes. Il faut aussi noter que le mouvement des femmes suédois au début du siècle se fit remarquer par une action organisée contre le travail de nuit pour les femmes travaillant dans les industries, ce qui s'écarta des conceptions du mouvement féminin de l'époque. On ne réussit pas cette fois à empêcher une législation, mais l'opposition et la collaboration en elles-mêmes sont intéressantes.³⁶

On commence ainsi à corriger l'image du mouvement des femmes de l'entre-deux-guerres. L'évolution consécutive du mouvement est encore un domaine mal étudié. Il semble que la politique féminine offensive et de collaboration fut freinée par la guerre froide. On tend à appeler les années 40 et 50 la période de floraison du système de la femme au foyer. Cependant, les plus anciennes statistiques concernant le travail des femmes sont incomplètes, et il est très probable que les femmes mariées ont souvent aidé la famille par du travail salarié occasionnels.³⁷

Le grand changement s'opéra cependant durant les années 60 lorsqu'à la suite d'une plus forte demande sur le marché du travail, les femmes y entrèrent en plus grand nombre, ce qui remis largement en question l'idéal de la femme au foyer. Le changement qui eut lieu au début des années 70, lorsque l'égalité devint un but politique, lorsqu'on introduisit l'assurance parentale, et que les garderies publiques se développèrent n'a pas encore trouvé d'explication satisfaisante.

Dans sa thèse récente «De la fraternité à la sororité», l'historienne Gunnel Karlsson a étudié cette question de plus près et a montré que le parti social-démocrate s'est montré pionnier en la matière, sous l'influence d'une

32 Pour une analyse plus générale de la question, voir Östberg, op. cit. 1997.

33 Nilsson, op. cit. 1996, Waldemarsson, op. cit. 1996, Östberg, op. cit. 1997.

34 Lindholm Margareta, *Elin Wägner och Alva Myrdal. En dialog om kvinnorna i samhället*, Uddevalla 1992.

35 Karlsson, op. cit. 1996, pp. 129 sq.

36 Carlsson Wetterberg Christina, «Nattarbetsförbud för kvinnor. Skydd eller diskriminering?», *Arbetets historia, föreläsningar i Lund* 6, Lund 1993; Karlsson, Lynn, «The Beginning of a 'Masculine Renaissance'. The Debate on the 1909 Prohibition against Women's Night Work in Sweden», *Protecting Women ...*, 1995.

37 Nyberg Anita, «Vad är förvärvsarbete?», *Kvinnovetenskaplig tidskrift* 1987:1.

opinion féminine radicale. Lorsqu'il s'agit de l'abandon de l'idéal de la femme au foyer, ce n'est pas de l'association des femmes social-démocrates qu'est venue la pression. Cette association, qui avait tant de fois été un moteur, durant les années 30, dans les discussions sur la natalité, contre les armes nucléaires durant les années 50, dans le travail pour l'égalité des femmes durant les années 60, tomba en désuétude, car une grande partie des membres de l'association étaient justement des femmes au foyer. Pendant un certain temps, l'association tenta de mener une ligne de compromis, ce qu'on appelait la «stratégie du libre choix», qui voulait que la politique se forme de manière à ce que les femmes puissent choisir si elles voulaient travailler ou rester chez elles avec leurs petits enfants. On changea d'avis assez rapidement. «Si nous voulons l'égalité, nous devons nous contraindre à la payer par ce qui s'appelle si joliment le libre choix de la femme», dit une femme social-démocrate lorsque l'association des femmes abandonna la «stratégie du libre choix».³⁸

Dans la Suède d'aujourd'hui, la plupart des femmes travaillent. C'est possible grâce à l'assurance parentale et aux garderies. Mais la médaille a son revers. En effet, la Suède a aujourd'hui le marché de l'emploi le plus ségrégationniste d'Europe, avec des femmes concentrées dans certaines catégories de métiers, surtout dans le secteur public. Ce qui en fait un groupe particulièrement menacé par la crise économique actuelle, qui entraîne des restrictions dans les dépenses publiques. Certains vont même jusqu'à parler d'un retour de manivelle en Suède. La question est de savoir si les femmes sont prêtes à contrer ceci avec la même unité qu'en 1930. D'une part, les conditions semblent meilleures, grâce à l'importante représentation des femmes tant au parlement que dans le gouvernement, mais d'autre part, personne n'a de recette évidente pour résoudre cette crise de l'Etat providence.

Une perspective comparative

Comme nous l'avons soutenu dans l'introduction, la recherche sur l'apparition du modèle suédois s'est surtout concentrée sur le caractère du système politique et des relations entre classes, alors que la dimension des sexes est longtemps restée en dehors de la problématique. Notre article a focalisé sur le mouvement des femmes, son rôle dans la vie politique et son importance pour la croissance de l'Etat providence. On peut dès lors se demander si le mouvement suédois des femmes était différent de celui des Etats-Unis ou du reste de l'Europe. L'*unité* qui apparut par exemple durant les années 30 et qui dépassa les barrières de classes et autres, était-elle unique? Il semblerait

38 Karlsson, op. cit, 1996, pp. 266 sq.

qu'ailleurs, les tensions étaient importantes, par exemple en Suisse, où les différences de religions jouent un rôle important et où les femmes catholiques font preuve de modération tant en ce qui concerne le droit de vote qu'en matière de droit des femmes mariées à prendre un travail salarié.³⁹ Mais même en Suisse, dans les années 30, il existait une tendance à l'action unifiée et une grande partie des associations féminines se sont rassemblées dans l'organisation «La femme et la Démocratie», défendant la démocratie.⁴⁰

Une autre question centrale est de savoir si la *coloration* du mouvement a été différente en Suède. Un tel débat a actuellement lieu. Des études comparant les mouvements américains et suédois prétendent que l'idéologie des «sphères séparées» qui a eu tant d'importance aux Etats-Unis, n'a pas du tout eu le même succès en Suède. Une chercheuse a appelé le mouvement féminin suédois des années 30 un «multilayered social feminism» sans grandes distinctions entre «equal rights feminists» et «social feminists or materialists», qui étaient les caractéristiques aux Etats-Unis à cette époque.⁴¹ Une autre historienne a énoncé des idées semblables et les a liées au fait que pendant une grande partie du XX^e siècle, la Suède a été un pays très pauvre, avec de nombreuses femmes salariées et une classe moyenne presque inexistante.⁴² Dans une analyse du mouvement féminin social-démocrate en Suède, j'ai moi-même écrit que le couple de concepts égalité/différence n'est pas un outil d'analyse adéquat si l'on veut comprendre l'action concrète du mouvement féminin. Même si la plupart des femmes social-démocrates au début du siècle acceptaient vraisemblablement un certain type de pensée de la différence, l'action concrète était beaucoup plus contradictoire, tant au niveau du mouvement qu'à celui de l'individu, puisqu'elles agissaient parfois pour renforcer la maternité et parfois pour soutenir le débat sur l'égalité.⁴³ Sans nous étendre plus longtemps sur la question de la productivité du couple de concepts égalité/différence pour l'analyse de l'histoire du mouvement des femmes, constatons simplement que le mouvement des femmes suédois a eu la capacité de créer par moment une unité relativement large à propos de la défense du droit des femmes au travail, ce qui n'a pas toujours été le cas ailleurs.

39 Schnegg Brigitte & Stalder Anne-Marie, L'histoire du mouvement féministe suisse. *La situation de la femme en Suisse. Quatrième partie: Politique au féminin*, Bern 1984, p. 20; Studer Brigitte, '... da doch die verheiratete Frau vor allem ins Haus gehört'. Die Stellung der Frauen im SGB und die Gewerkschaftliche Frauenpolitik unter dem Aspekt des Rechts auf Arbeit, 1880–1945. *Arbeitsfrieden – Realität eines Mythos. Gewerkschaftspolitik und Kampf um Arbeit – Geschichte, Krise, Perspektiven*, Zürich 1987, pp. 46 sq.

40 Schnegg et Stalder, op. cit. 1984, p. 20.

41 Hobson, op. cit. 1993, p. 403.

42 Sommestad Lena, «Privat eller offentlig välfärd? Ett genusperspektiv på välfärdsstatens historiska formering», *Historisk tidskrift* 1994, n° 4.

43 Carlsson, op. cit. 1986, pp. 249 sq.

Il ne suffit pas de considérer le mouvement féminin uniquement. La question est de savoir s'il est possible de prétendre, à propos d'une idéologie sociale dominante, que le dualisme des genres n'a pas eu de forte emprise en Suède.⁴⁴ Les études sur les opinions à propos des femmes dans les différents partis politiques suédois démontrent que celles-ci ne différeraient pas vraiment par rapport à d'autres pays. Elles démontrent toutefois que les femmes ont souvent rencontré de fortes oppositions lorsqu'elles ont formulé leurs exigences. Comme nous l'avons dit, l'augmentation marquante de la participation politique des femmes est récente, elle date des dernières décennies.

Il faudrait disposer de plus d'études comparatives pour pouvoir répondre à ces questions. On peut cependant supposer que le système politique suédois relativement favorable aux femmes trouve en partie son explication dans le caractère particulier du mouvement féminin. La recherche commence à vérifier cette thèse. Ne nous limitons pas aux actions dont les résultats furent immédiatement fructueux, comme le droit des femmes au travail, mais intéressons-nous aussi aux actions et à la collaboration comme telles, qui créent une identité et qui sont une expérience historique. Une telle analyse devrait ensuite être mise en relation avec d'autres traits caractéristiques du modèle suédois, en particulier avec la dominance de la social-démocratie et une attitude favorable aux interventions de l'Etat.

44 Brigitte Studer a défendu la thèse que, pour une série de raisons, le système politique suisse a permis à l'idéologie du dualisme des genres de perdurer plus longtemps qu'ailleurs. Voir Studer Brigitte, «L'Etat c'est l'homme'. Politique, citoyenneté et genre dans le débat autour du suffrage féminin après 1945», *Revue suisse d'Histoire*, 1996, n° 3, p. 369.